Sondage UNIVOX sur l'état : une image en demi-teinte

Autor(en): **Linder, Wolf**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 866

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019666

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

SONDAGE UNIVOX SUR L'ETAT:

Une image en demi-teinte

■ (*wl*) Interrogés sur leur situation personnelle, près de 90% des Suisses se déclarent satisfaits. Il n'en va pas de même lorsqu'on leur demande d'apprécier les institutions de leur pays et le monde politique. Portant sur 700 personnes, le dernier sondage UNIVOX a donné les réponses suivantes:

Satisfaits	35%
Insatisfaits	20%
Indécis	32%
Ne savent pas	13%

Soit 52% de personnes pour qui la politique est au mieux un mal nécessaire et au pire un mal tout court.

Si l'on y regarde de plus près, on voit que le "compromis helvétique" n'est pas apprécié au même degré par les différents groupes. C'est parmi les jeunes et les socialistes que l'on trouve le moins de réponses positives (25%), alors que chez les sympathisants radicaux, 53% se déclarent satisfaits et 13% seulement ne le sont pas du tout.

L'image que le citoyen a de l'Etat se forme avant tout dans la réalité quotidienne; c'est-à-dire dans ses relations avec les fonctionnaires. Les services publics sont en général bien notés. L'Etat-donneur est naturellement plus apprécié que l'Etat-preneur. Peu surprenant dès lors que les Suisses jugent leurs contacts avec les PTT, les services communaux et les transports publics agréables, alors que les expériences avec la police, l'armée ou le service des impôts semblent plus pénibles.

Dix ans après son lancement, l'idée du "moins d'Etat" ne fait plus figure de formule magique. Seuls 17% des personnes sondées regrettent l'expansion des activités étatiques. 43% pensent que cette évolution est inévitable et 20% n'en voient pas le terme. Les partisans d'une réduction souhaitent moins de lois, moins d'impôts, moins d'armée, moins de transports et moins de constructions. En revanche, les personnes ouvertes à une extension des activités publiques voudraient que les efforts portent sur la protection de l'environnement, la politique sociale et l'énergie.

Surprise: le sondage montre que l'opinion publique est peu favorable à une nouvelle répartition des tâches qui irait dans le sens d'un fédéralisme strict. Contrairement à la majorité des parlementaires, les personnes interrogées demandent que l'on étende les compétences de la Confédération, notamment dans les domaines suivants:

Recherche	49%
Environnement	46%
Energie	45%
Assurances sociales	45%

Reste une question: les opinions politiques des citoyens ont tendance à se baser sur une "image" de l'Etat, aux contours parfois flous; est-ce suffisant? Quelle connaissance les Suisses ont-ils de leurs institutions? Si la plupart des personnes interrogées savent ce que sont l'initiative et le référendum, il s'en trouve tout de même un tiers à qui les termes de "parlement de milice", "gouvernement collégial", "procédure de consultation" ou "concordance" ne disent rien...

NOTES DE LECTURE

Modeste, moderne

■ On connaît Michel Crozier, sociologue hors des normes et hors des modes, honni par les petits messieurs du gauchisme dans les années septante, observateur narquois et critique du libéralisme dans les années huitante; bref, définitivement inclassable. Son dernier livre, "Etat modeste, Etat moderne" (Fayard) ne trahit pas la réputation de l'auteur.

Il concerne bien sûr avant tout son pays, la France, mais pas mal d'observations sont stimulantes pour un observateur suisse. Michel Crozier constate que les seules politiques qui marchent sont celles qui font appel à la collaboration des citoyens. Le rôle de l'Etat est de comprendre, d'écouter et d'aider à réaliser. Il est efficace s'il est modeste.

L'Etat ne doit pas pour autant renoncer à toute ambition. Il doit pouvoir s'affirmer, mais sans perdre de vue le fait que les gens préfèrent la tolérance au compromis. Cette observation est de grande portée. Ni la France, pays autoritaire où l'on fait peu de cas des minorités, ni la Suisse, pays de compromis et de consensus, ne sont des Etats tolérants. Or, pour Michel Crozier, nos populations sont plus ouvertes qu'on ne l'imagine et il est faux de vouloir jouer le jeu des extrêmes sous prétexte de les désamorcer (à méditer pour Messieurs Arbenz et Pasqua!).

Crozier consacre également de longs passages au problème de la sélection scolaire. Selon lui, celle-ci devrait être aussi peu dommageable que possible pour l'individu qui la subit tout en restant efficace pour la société. Une telle proposition ne peut être admise qu'en tenant compte de la complexité du jeu social. Essayer de la comprendre suppose une modestie que ne cultivent en général pas nos élites et nos édiles.

Pour l'auteur, ce ne sont pas les objectifs des programmes politiques qui sont importants, mais les moyens mis en œuvre pour les réaliser, et au premier chef les capacités d'apprentissage des individus, sur lesquelles on ne s'appuie pas suffisamment.

Tolérance, complexité, éducation sont les maîtres-mots du livre de Michel Crozier. Il conviendrait de citer également les pages très éclairantes sur le déclin des syndicats et la limite des systèmes sociaux distributifs. Selon l'auteur, une remontée de l'influence des syndicats passera par la prise en compte d'un social redevenu productif à travers la demande individuelle de responsabilité et une organisation différente du temps de travail.

Le seul reproche que l'on pourrait faire à ce livre est de ne pas prendre en compte la dimension écologique qui joue désormais un rôle si important chez nous. On sait que nos voisins, habitants d'un pays vaste et peu industrialisé n'y sont pas vraiment sensibles. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage est de nature à stimuler la réflexion de tous ceux qui essayent de penser le devenir de nos vieilles nations de façon indépendante et novatrice

Jacques Guyaz.